

## Annexe 2 – Clauses d'insertion professionnelle

**L'Ifremer** développe des actions visant à favoriser l'insertion professionnelle, notamment dans les filières qui se heurtent à des difficultés de recrutement ou de renouvellement des effectifs.

La commande publique qui représente environ 10 % du produit intérieur brut de la France est un levier considérable à la disposition des collectivités locales pour mettre en œuvre des actions en faveur de l'emploi et de l'insertion.

Le cadre juridique de la commande publique prévoit différentes modalités visant à favoriser l'insertion dans les marchés publics dont la possibilité d'intégrer des conditions d'exécution comportant des éléments à caractère social.

Dans ce cadre, **l'Ifremer** introduit dans les marchés publics le permettant une action d'insertion professionnelle dite « Clause d'insertion professionnelle ». Ce dispositif a pour objet de réserver à des personnes éloignées du milieu de l'emploi une part minimale des heures nécessaires à la réalisation des prestations concernées. L'introduction de clauses d'insertion dans les marchés publics a un double objectif :

- permettre à des personnes éprouvant des difficultés d'accéder au marché du travail en leur proposant une offre d'emploi,
- assurer la consolidation de ces emplois par un partenariat étroit avec les entreprises et les branches professionnelles concernées.

### I) Descriptif de l'action d'insertion professionnelle

#### A) Objet de l'action d'insertion

L'action d'insertion professionnelle dite « clause insertion professionnelle » consiste à réserver dans le marché un nombre minimal d'heures de travail à des personnes éloignées du milieu de l'emploi.

La proportion de la part de « main d'œuvre » réservée au public éloigné du milieu de l'emploi est d'au moins 5 % du nombre d'heures total nécessaire à la réalisation des prestations.

La détermination du nombre d'heures d'insertion est effectuée par le maître d'ouvrage.

Le nombre d'heures d'insertion pour les marchés à bons de commande avec montants minimum et maximum est calculé sur la base du montant minimum estimé du marché.

#### B) Le public concerné

Les clauses d'insertion professionnelle ne sont pas un dispositif d'accès à l'emploi de droit commun. Elles concernent des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières.

Par dérogation au CCAG applicable au présent marché, les critères d'éligibilité au dispositif sont les suivants :

- les personnes bénéficiaires du RSA et des autres minima sociaux,
- les jeunes de moins de 26 ans sans qualification (niveau inférieur au BEP/CAP), prioritairement accompagnés par les Missions locales, ou en reconversion professionnelle,

- les demandeurs d'emplois remplissant la condition d'inscription à Pôle Emploi depuis plus de 12 mois,
- les bénéficiaires d'un Pass I.A.E. (Insertion par l'Activité Economique)
- les demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés.

## **II) Modalités d'application**

### **A) Mesures à la disposition des entreprises pour mettre en œuvre la clause d'insertion.**

Par dérogation au CCAG applicable au présent marché les entreprises ont le choix entre 4 possibilités :

1. le recrutement direct en CDI, CDD, Contrat d'apprentissage ou de professionnalisation (en embauche directe ou par l'intermédiaire d'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)),
2. le recours à une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (E.T.T.I.), une Entreprise de Travail Temporaire (E.T.T.) agréée par le maître d'ouvrage ou une association de mise à disposition de personnel (Association Intermédiaire),
3. la sous-traitance ou la co-traitance à une entreprise d'insertion (E.I.),
4. le recours à une solution mixte.

### **B) Mutualisation d'heures d'insertion**

La mutualisation d'heures d'insertion pour répondre aux clauses d'insertion des marchés lancés par les différents maîtres d'ouvrage du département du Finistère est possible sous conditions.

### **C) Clause d'insertion et sous-traitance**

Si le titulaire du marché présente un sous-traitant, la clause d'insertion sera activée sous sa responsabilité et en partenariat avec les structures locales d'insertion.

### **D) Rôle attendu de l'entreprise titulaire du marché :**

- accueil et accompagnement des bénéficiaires de l'action d'insertion,
- formation au dispositif de sécurité lié à l'activité,
- transmission des savoir-faire liés aux tâches confiées,
- suivi régulier des bénéficiaires.

### **E) Reconduction du marché**

En cas de reconduction du marché, l'entreprise devra s'acquitter du nombre d'heures d'insertion minimum prévu par le marché initial.

Lors de la reconduction, le maître d'ouvrage adressera à l'entreprise une annexe à l'acte d'engagement « Action d'insertion professionnelle » qui devra être retournée dûment complétée et signée.

L'entreprise pourra choisir parmi les 4 mesures prévues au II) A du présent document pour mettre en œuvre l'action d'insertion.

### **III) Le dispositif d'accompagnement des entreprises**

Afin d'assister toute entreprise désireuse de se porter candidate notamment à une consultation de l'**Ifremer** comprenant une « clause d'insertion professionnelle », un dispositif d'information et d'assistance a été mis en place par l'**Ifremer** dans le cadre d'un partenariat avec Défis Emploi Pays de Brest.

Ce dispositif s'appuie sur un chargé de mission « clause d'insertion » auquel l'entreprise retenue pourra\* faire appel afin :

- de se voir proposer des personnes répondant aux critères d'éligibilité,
- d'organiser, en cas de besoin, et dans la mesure du possible, des actions de formation préalables à l'embauche.

Le chargé de mission assurera le suivi et le contrôle de la mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle en lien avec le référent (tuteur) désigné par le titulaire.

*\*S'agissant du recours à l'option 3 « sous-traitance ou co-traitance à une entreprise d'insertion (E.I.) », l'entreprise a l'obligation de prendre l'attache de Défis emploi qui validera le cas échéant le recours à cette option,*

#### **Pour tous renseignements complémentaires**

DEFIS EMPLOI PAYS DE BREST CHARGE DE MISSION « CLAUSE D'INSERTION »

1 rue Louis Pidoux - 29200 BREST

Tél : 02.98.42.08.24

Courriels :

Christelle AMBERLIN – Cheffe de projet : [c.amberlin@defisemploi.bzh](mailto:c.amberlin@defisemploi.bzh)

Magalie LE CORRE – Chargée de mission : [m.lecorre@defisemploi.bzh](mailto:m.lecorre@defisemploi.bzh)

Tancrede CHAUVIERE – Chargé de mission : [t.chauviere@defisemploi.bzh](mailto:t.chauviere@defisemploi.bzh)

### **IV) Contrôle de l'application de la clause d'insertion professionnelle - Sanctions**

Le maître d'ouvrage s'assurera par tout moyen à sa convenance de la conformité de l'exécution de la clause d'insertion professionnelle.

Sur la base des pièces justificatives transmises par le titulaire du marché, le chargé de mission « Clause insertion professionnelle » veillera au respect des engagements de l'entreprise.

La nature et les modalités de transmission des pièces justificatives sont précisées à chaque titulaire lors de la mise au point du marché.

En cas de difficultés à remplir son engagement en matière d'insertion professionnelle, l'entreprise devra prendre l'attache du chargé de mission « clause insertion professionnelle » qui étudiera avec elle les moyens à mettre en œuvre pour lui permettre de répondre à ses obligations.

Par dérogation au CCAG applicable au présent marché, en cas de non-respect des dispositions relatives à la mise en œuvre de la clause insertion, s'agissant d'un manquement à ses obligations contractuelles, le titulaire du marché pourra se voir appliquer une pénalité correspondante au nombre d'heures d'insertion prévues par le marché et non réalisées multiplié par 50 € H.T. (cinquante euros hors taxes).

## **Précisions sur les dispositifs hors recrutement directs**

### **1) Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (G.E.I.Q.)**

Le G.E.I.Q. est un groupement d'employeurs dont la mission centrale est l'organisation de parcours d'insertion et de qualification avec comme perspective l'emploi durable. Le GEIQ est créé, piloté et géré par les employeurs qui le composent.

Les salariés du groupement d'employeurs effectuent des périodes de travail successives auprès des entreprises adhérentes au groupement. Ils sont liés par un contrat de travail principalement sous forme de contrats en alternance (contrat de professionnalisation et contrat d'apprentissage).

Dans un GEIQ, les apprentissages théoriques en centre de formation alternent avec des situations de travail en entreprise. Le tutorat et la liaison tuteurs-formateurs sont organisés par le GEIQ.

### **2) L'Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (E.T.T.I.)**

L'ETTI a pour mission de faciliter l'insertion de personnes en les rendant aptes à effectuer des missions de travail temporaire dans le même cadre juridique que l'intérim classique.

L'ETTI intervient pour faciliter l'insertion de personnes aptes à effectuer des missions d'intérim ordinaires en leur proposant un soutien adapté. L'ETTI assure l'accompagnement et le suivi des personnes embauchées en dehors du temps de travail. L'ETTI demeure la seule responsable de la réinsertion sociale et professionnelle. L'ETTI est conventionnée par le Préfet.

### **3) L'Association Intermédiaire (AI)**

L'Association Intermédiaire a pour mission de mettre à disposition d'utilisateurs (particuliers, collectivités publiques, entreprises, associations etc.), dans le cadre de Contrat à durée déterminée d'usage (CDDU), à titre onéreux mais à but non lucratif, des personnes sans emploi.

Le fonctionnement de l'Association Intermédiaire est subordonné à un agrément renouvelé chaque année par le Préfet. Outre la mise au travail, l'Association Intermédiaire a aussi pour rôle d'assurer l'accompagnement des personnes qu'elle salarie. La mise à disposition du salarié auprès d'une entreprise fait l'objet d'une réglementation spécifique (agrément, durée limitée).

### **4) L'Entreprise d'Insertion (E.I.)**

L'Entreprise d'Insertion est une unité de production. Elle a pour objectif, à travers un contrat de travail à durée déterminée (CDDI) et une pédagogie appropriée, de faire accéder ses salariés à un emploi classique ou à une formation.

L'Entreprise d'Insertion doit assurer parallèlement un soutien à ses salariés dans leur parcours d'insertion. Cette fonction d'accompagnement est financée par la Collectivité. L'Entreprise d'Insertion produit des biens et services. Son activité est exercée avec les mêmes règles que toute entreprise.

La mise en place d'une Entreprise d'Insertion nécessite la signature d'une convention avec l'Etat. Les recettes de l'Entreprise d'Insertion sont liées à la production et à la commercialisation de biens et/ou prestations de services.